

UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

 Fourniture d'outillage, quincaillerie et
consommables

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Consultations n°

FCS n° 2025F25039XXXX

Table des matières

1	Article 1 : Dispositions générales	4
1.1	Décomposition en lots	4
1.2	Durée du marché	4
1.3	Forme du marché	5
1.4	Livraisons complémentaires	5
1.5	Conditions de participation des concurrents	5
1.6	Clauses de réexamen	6
2	Article 2 : Pièces contractuelles du marché	7
3	Article 3 : Délais d'exécution des prestations	7
4	Article 4 : Conditions d'exécution des prestations.....	8
4.1	Modalités de livraison	8
4.2	Etablissement d'un devis	8
4.3	Stockage, emballage et transport	8
4.4	Opérations de vérifications - décisions après vérifications.....	9
4.5	Garantie	9
4.6	Modification ou annulation d'un bon de commande.....	9
4.7	Modalités de commandes et mise à disposition d'un outil de commande en ligne .	9
5	Article 5 : Spécifications techniques	10
5.1	Rupture momentanée ou définitive	10
5.2	Pénurie généralisée, rupture d'approvisionnement du marché	10
5.3	Restitution d'informations sur les commandes effectuées	10
5.4	Correspondants pour l'exécution des marchés	10
6	Article 6 : Prix du marché.....	10
6.1	Caractéristique des prix pratiqués	10
6.2	Modalités de révision des prix :.....	11
7	Article 7 : Modalités de règlements des comptes	12
7.1	Avances	12
7.2	Modalités de financement du marché	12
8	Article 8 : Pénalités	14
8.1	Généralités sur les pénalités	14
8.2	Pénalités de retard de livraison	14
8.3	Pénalité de retard dans la transmission du devis	15
8.4	Non-respect des obligations relatives au traitement des données à caractère personnel	15
8.5	Autres pénalités :	15
9	Article 9 : Garanties financières	15

10	Article 10 : Cession de créance et nantissement	15
11	Article 11 : Assurances	15
12	Article 12 : Redressement et liquidation judiciaire	16
13	Article 13 : Justificatifs à produire en cours de marché	16
14	Article 14 : Résiliation	17
15	Article 15 : Droit, langue et unités monétaires	17
16	Article 16 : Dérogations au CCAG-FCS	18

Article 1 : Dispositions générales

Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'outillage, quincaillerie, consommables et prestations associées, notamment un service d'interface de commande par internet et la livraison sur site.

Le Titulaire assurera un rôle de conseil auprès des utilisateurs au sein des services de maintenance de l'université Lumière Lyon 2 et la formation le cas échéant.

Il sera en mesure d'apporter une assistance technique dans la mise en œuvre des fournitures proposées (lors de la mise en service, conseil d'installation, programmation) et pourra s'appuyer sur le support technique des fabricants.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution de cet accord-cadre concernent l'ensemble des sites de l'Université Lumière Lyon 2.

- Campus Porte des Alpes et son site rattaché CFMI

Campus Porte des Alpes : 5, avenue Pierre Mendès France - 69676 Bron cedex

Site rattaché CFMI : 95 boulevard Pinel - 69677 Bron Cedex

- Campus Berges du Rhône et son site rattaché Rachais

Campus Berges du Rhône (Quadrilatères Claude Bernard et Pasteur) : 18 quai Claude Bernard 69007 Lyon

Centre Berthelot (dont MSH) : 14 avenue Berthelot - 69363 Lyon Cedex 07

Site rattaché Rachais : 3 rue Rachais - 69003 Lyon

1.1 Décomposition en lots

La présente consultation n'est pas allotie car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le contrat ne fait l'objet d'aucune décomposition en tranche optionnelle au stade de l'accord-cadre.

1.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, ce dernier doit en informer le titulaire par courrier adressée soit via le profil acheteur (plateforme PLACE) soit par lettre recommandée avec accusé de réception avant le terme de la période en cours (date anniversaire du contrat).

La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Le renouvellement est une possibilité que le titulaire de l'accord-cadre est tenu d'accepter mais ne constitue pas une obligation pour l'acheteur. La décision de ne pas reconduire ne donne droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit de la part de la personne publique. En cas de non reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure par l'émission de bons de commande.

Le BPU joint n'est pas exhaustif. L'acheteur se réserve le droit, à titre exceptionnel, de commander selon les familles de produits listées sur le bordereau des prix sur catalogue(s) du fournisseur joint(s) dans son offre à cette présente consultation accompagné de son tarif. Dès la notification du marché, le titulaire s'engage à remettre un catalogue RESTREINT rédigé en français comprenant tous les articles figurant au BPU et ces articles seulement.

L'accord-cadre est conclu **sans minimum en valeur HT par année et avec maximum en valeur HT par année** de 160 000 euros HT.

Dans la perspective de l'atteinte imminente du montant maximum de la période en cours, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une **reconduction anticipée** du contrat.

Les bons de commande sont adressés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Aucune prestation ne peut être livrée par le titulaire ni peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande établi par un représentant dûment habilité de l'acheteur.

Seuls les bons de commande signés par la ou les personnes habilitées pourront être honorés par le titulaire. Ils sont émis sur la base des prix mentionnés dans le BPU.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom exact de l'acheteur (campus/direction/service)
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser et/ou la désignation des fournitures ;
- Le délai de livraison (date de début et de fin) ;
- Le montant du bon de commande
- Les délais laissés, le cas échéant, au titulaire pour formuler ses observations

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la notification d'un bon de commande pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

1.4 Livraisons complémentaires

En application des dispositions de l'article R.2122-4 1° du code de la commande publique, la personne publique se réserve le droit de recourir à des marchés de fourniture sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des livraisons complémentaires.

1.5 Conditions de participation des concurrents

Le candidat peut se présenter seul ou en groupement.

En cas de groupement, ce dernier pourra être conjoint ou solidaire.

Conformément à l'article R.2142-24 du code de la commande publique, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme

mandataire, doit représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonner les prestations des membres du groupement.

A ce titre, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

1.6 Clauses de réexamen

Outre le cas prévu à l'article 25 du CCAG-FCS, les accords-cadres pourront être modifiés quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Tout au long de l'exécution des accords-cadres, une révision du BPU pourra être mise en œuvre par les parties à la demande de l'acheteur dans l'objectif unique de renforcer le caractère écologique et responsable des produits listés. À ce titre des références pourront être ajoutées et/ou substituées au BPU. Dans tous les cas, les modifications ne pourront intervenir que sur les familles de produits identifiés au BPU.

- Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, une révision du BPU pourra être mise en œuvre par les parties à la demande de l'acheteur dans l'objectif unique d'identifier de nouveaux besoins récurrents non listés au BPU. À ce titre des familles et/ou des produits pourront être ajoutées au BPU. Dans tous les cas, les modifications ne pourront intervenir que sur des produits en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre.

- En cas d'évolution technique et technologique de certaines références identifiées au BPU, les parties pourront s'accorder à tout moment sur le principe d'une substitution des produits venant en remplacement de ceux prévus au BPU. Le prix de ces nouveaux matériels, dont les performances doivent être au moins équivalentes, sera au plus égal à celui des produits auxquels ils se substituent.

- Tout au long de l'exécution des accords-cadres, une révision du BPU pourra être mise en œuvre par les parties à la demande de l'acheteur dans l'objectif d'optimiser et de renforcer ses exigences au regard de l'évolution des matériels, des matériaux et des technologies.

- Chaque trimestre, un réexamen des fournitures du bordereau de prix pourra être effectué sur demande de l'acheteur ou du titulaire en cas de modifications portant sur un ajout, une substitution ou une suppression d'un produit.

- Modification de la clause de variation des prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.

Nota : la substitution est subordonnée à l'accord préalable de l'acheteur. Le titulaire est tenu de l'informer par tous moyens, de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ces matériels et fournitures. Cette information devra être accompagnée des données techniques et écoresponsables liées à ces changements. Le titulaire devra également joindre le bordereau de prix modifié en fonction de ces éléments.

Les évolutions susmentionnées au présent article feront systématiquement l'objet d'un écrit qui prendra la forme d'un avenant entre les parties.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les stipulations du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services dans sa version annexée à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (ci-après désigné CCAG-FCS) sont applicables.

Pour l'exécution de cet accord-cadre à bons de commandes et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

Pièces contractuelles

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- La mise au point du marché, le cas échéant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ;
- Les questions/réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises, le cas échéant ;
- Le bordereau des prix (offre financière) ;
- Le cadre de réponse technique et environnemental ;
- Le bon de commande notifié par l'université Lyon 2.

Il est demandé aux candidats d'apporter des réponses claires, précises et concises dans le cadre de réponse technique. **La non utilisation de ce CRT entraînera obligatoirement une irrégularité substantielle de l'offre.**

Par ailleurs, toutes les documentations commerciales et autres informations non demandées pour l'analyse de l'offre seront, de facto, écartées.

Nota 1 : Les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses sous-traitants ou ses fournisseurs ne sont pas applicables à l'accord-cadre et aux bons de commande. Les contrats ne peuvent être modifiés que par avenant signé par toutes les parties.

Nota 2 : Il est expressément reconnu le caractère contractuel du Cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (bien que non joint, il est réputé connu par le candidat/titulaire).

Il est également reconnu que l'ensemble des dispositions du code de la commande publique est applicable à l'exécution des prestations.

Dans l'étude et l'exécution de son marché, l'attributaire devra également tenir compte des stipulations, lois, décrets, arrêtés, ordonnances, circulaires, normes françaises homologuées par l'AFNOR, etc. applicables aux prestations.

Article 3 : Délais d'exécution des prestations

En cas de non-respect des délais indiqués ci-dessous, le titulaire s'expose à l'application de pénalité de retard (conformément à l'article 8 du présent CCAP).

Les prestations font l'objet de bons de commande notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins. Le délai d'exécution de chaque commande part de la date de la notification du bon de commande correspondant et ne saurait être supérieur à :

- 3 jours ouvrés pour les fournitures au BPU, à compter de la notification du bon de

commande par l'Université Lumière Lyon 2 ;

- 5 jours ouvrés pour les fournitures qui ne sont pas au BPU, à compter de la notification du bon de commande par l'Université Lumière Lyon 2.

(sauf mention différente et obligatoirement plus favorable mentionnée lors de la consultation).

Toutefois, de manière exceptionnelle, l'établissement pourra accepter des délais plus longs (commande spéciale, pré-commande, commande différée, rupture de stock).

Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

4.1 Modalités de livraison

Les sites de l'université Lumière Lyon 2, concernés par l'exécution des prestations sont les suivants :

Campus Porte des Alpes_Bron : Université Lumière Lyon 2 Campus Porte des Alpes 5, avenue Pierre Mendès France 69676 BRON cedex	Campus Berges du Rhône_Lyon : Université Lumière Lyon 2 Campus Berges du Rhône 18 quai Claude Bernard 69007 LYON
---	---

Les livraisons partielles ne seront pas autorisées (sauf accord préalable du service émetteur du bon de commande et ce à titre exceptionnel).

Dès la notification du marché, une réunion sera organisée sur chacun des campus ; lors de cette réunion, les modalités de livraison seront définies : conditions d'accès, horaires de livraison, agents à contacter lors de chaque livraison.

4.2 Etablissement d'un devis

Tout devis détaillera chaque produit par sa désignation exacte (type de produits, marque, référence), la quantité demandée, son prix unitaire et le montant total de la commande. Une fiche technique des produits commandés pourra être jointe au devis sur demande de l'Université.

4.3 Stockage, emballage et transport

Le choix des emballages des colis doit être conforme à des critères écologiques contribuant à la protection de l'environnement et, leur qualité appropriée aux conditions et modalités de transport. Toute fourniture détériorée ou présentant des défauts sera reprise et échangée aux frais de l'entreprise attributaire.

Les emballages devront être adaptés à chaque type de produits conformément aux normes existantes (Cf. Art. 6 du CCTP).

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. Les livraisons s'effectuent franco de port et d'emballage.

4.4 Opérations de vérifications - décisions après vérifications

La signature du bon de livraison par l'agent réceptionnant la commande ne vaut que pour les acceptations de la livraison sous réserve de vérification des quantités et de la qualité des produits effectivement reçus.

L'acheteur n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par l'émetteur du bon de commande, dans un délai de 4 jours ouvrés à compter de la livraison.

Si aucune observation n'est formulée durant ce délai, l'admission est réputée acquise.

L'admission est effectuée par attestation de service fait pour paiement de la facture afférente par chaque entité ayant passé commande.

Le titulaire doit remplacer les livraisons rejetées dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la notification du rejet et enlever à ses frais, dans le même délai, la marchandise rejetée. Passé ce délai, l'acheteur dispose librement des marchandises rejetées qui n'ont pas été reprises.

Les marchandises rejetées ne feront l'objet d'aucune facturation.

4.5 Garantie

La marchandise est garantie par le titulaire de l'accord-cadre contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code civil c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison, sous réserve que le stockage de cette marchandise après sa livraison soit conforme aux conditions réglementaires la concernant.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire, ou éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la marchandise, au gré du représentant de l'acheteur.

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

4.6 Modification ou annulation d'un bon de commande

L'annulation ou la modification, à l'initiative de l'acheteur, d'une livraison ayant fait l'objet d'un bon de commande ne pourra donner lieu à aucune indemnité si l'annulation est notifiée par tous moyens permettant d'en assurer sa traçabilité au titulaire au moins quatre jours calendaires avant la date initialement prévue de ladite livraison.

Dans le cas contraire, l'acheteur pourra être redevable d'une indemnité égale à 20 % du montant du bon de commande en cas d'annulation totale des prestations.

4.7 Modalités de commandes et mise à disposition d'un outil de commande en ligne

Dans le cas où le titulaire propose un site de commande en ligne, il limitera son catalogue en ligne aux produits référencés au bordereau de prix initial et veillera à ne pas donner suite, sauf autorisation expresse (et selon les modalités prévues), aux commandes de fournitures qu'il commercialise mais qui n'entrent pas dans l'objet du présent marché.

Celui-ci s'engage également à assurer dans le mois qui suit la notification du marché, une formation à cet outil pour une dizaine de personnes maximum.

Article 5 : Spécifications techniques

5.1 Rupture momentanée ou définitive

Le titulaire s'engage à livrer les produits précisés dans le marché. S'il se trouve en situation de ne plus pouvoir livrer l'un de ces produits, en cas d'interruption momentanée ou définitive, en cas de diffusion de la mention rupture sur son site de commande en ligne, le fournisseur retenu avise immédiatement l'acheteur de la livraison d'un produit de substitution de qualité équivalente ou supérieure au produit retenu et au prix du marché en cours.

Le titulaire s'engage à annoncer par tout moyen, les ruptures de produits au moins 48 heures avant la date de livraison prévue.

5.2 Pénurie généralisée, rupture d'approvisionnement du marché

Si le titulaire se trouve en rupture d'approvisionnement de l'un des articles prévus au marché pour une raison indépendante de sa volonté, en raison d'une pénurie généralisée et notoire, il sera relevé de son obligation contractuelle de livrer la commande.

Dans ce cas précis, il appartient au titulaire de joindre tous les documents en sa possession justifiant sa bonne foi.

De même, il proposera à l'acheteur la fourniture d'un article de substitution de qualité équivalente ou supérieure au produit commandé au prix de l'article initial.

5.3 Restitution d'informations sur les commandes effectuées

Le titulaire est tenu de communiquer dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'anniversaire, un état récapitulatif des commandes passées au titre du marché (fichier sous format EXCEL) en français.

L'acheteur se réserve le droit de demander à tout moment un état de ses consommations.

5.4 Correspondants pour l'exécution des marchés

Pour la durée du marché, le titulaire désigne un correspondant privilégié, qui sera l'interlocuteur des établissements.

Les coordonnées précises du correspondant privilégié sont indiquées dans les annexes à l'acte d'engagement. En cas de modification, de quelque nature que ce soit et relatives au correspondant, le titulaire s'engage à en informer, sans délai, l'acheteur.

Article 6 : Prix du marché

6.1 Caractéristique des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires et/ou mixtes fixés suivant le bordereau des prix. Le titulaire du marché s'engage à respecter strictement les prix pour lesquels il s'est engagé au bordereau des prix. D'une manière générale, les prix sont réputés complets sans qu'aucune prestation supplémentaire ne soit facturable à l'Université Lumière Lyon 2.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

D'une manière générale, les prix réputés complets sans qu'aucune prestation supplémentaire ne soit facturable à l'université Lumière Lyon 2.

6.2 Modalités de révision des prix :

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application des prix fixés au bordereau des prix.

Le titulaire du marché s'engage à respecter strictement les prix qu'il a indiqué au bordereau des prix. L'ensemble des prix sont fixés sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres au stade de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pendant la première année d'exécution du contrat. Les prix sont ensuite révisables, annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre, à la hausse comme à la baisse.

Il appartient, sous peine de forclusion, à la partie la plus diligente d'effectuer la demande de révision, dans un délai minimum de 60 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Cette demande se matérialisera par la transmission d'une proposition de nouveau bordereau des prix.

À compter de la réception de la demande de révision, l'autre partie dispose d'un délai d'un mois calendaire pour notifier sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet.

Le silence de l'autre partie à l'issue de ce délai, vaut acceptation de la demande de révision (sous réserve de l'application du butoir prévu ci-dessous).

Les prix révisés s'appliquent uniquement pour les bons de commande émis postérieurement à la date de révision.

Les prestations commandées antérieurement, mais réalisés postérieurement, ne font pas l'objet d'une révision.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pendant la première année d'exécution du contrat. Les prix révisés annuellement pourront l'être par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision

- I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro

- I_n : valeur de l'index de référence le plus récent au mois n .

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant toute la durée de la nouvelle période.

L'index de référence I , publié par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), est le suivant :

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25.7 – Coutellerie, outillage et quincaillerie

En cas de disparition de l'indice ci-dessus, et si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, les prix se trouveraient de plein droit indexés sur ce nouvel indice.

Dans le cas où aucun indice de remplacement ne serait publié, les Parties s'efforceront à lui substituer un indice le plus proche possible de celui disparu et de l'esprit que les Parties lui avaient attribué.

Clause butoir

L'augmentation des prix est limitée par une clause limitative dite « de butoir » : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence de révision sera limitée à une augmentation de 3 % maximum l'an.

Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation supérieur à la hausse de 5% l'an, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché.

En outre, si le titulaire du marché ne répercute pas la baisse des prix des produits proposés ou s'il applique une hausse de ses tarifs supérieure à celle opérée pour l'ensemble de sa clientèle, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

Article 7 : Modalités de règlements des comptes

7.1 Avances

Sauf renoncement porté à l'acte d'engagement, une avance peut être accordée au titulaire du marché dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 et suivants du code la commande publique.

7.2 Modalités de financement du marché

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures mensuelles (et après service fait), ainsi que tous les éléments justificatifs, en un original et un duplicata, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date de la prestation ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement lié au marché.
- Le montant TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement le numéro du marché et le numéro de bon de commande peut entraîner le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Il ne peut être facturé que les prestations effectuées.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement le numéro de l'accord-cadre peut entraîner le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Ne peuvent être facturées que les prestations effectuées.

Les factures établies par le titulaire sont adressées via **CHORUS Pro** :

Dématérialisation des factures - Chorus Pro

Dans le cadre de la modification de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

À cette fin, une solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro, est mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1^{er} janvier 2017, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées pourront être adressées à l'université Lyon 2 et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- le numéro SIRET de l'Université Lyon 2 : 196 917 751 00014
- le numéro d'engagement (45 + 8 chiffres) transmis pour acter votre prestation
- le code service : 90007 (Direction de l'immobilier).

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

L'université se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire (joindre un RIB).

En cas de changement de RIB en cours de marché, il est impératif d'en avertir notre service, par écrit avec les pièces justificatives.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du titulaire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG- FCS

Intérêts moratoires :

Conformément au code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par

virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts d'un montant inférieur à 5 euros ne seront pas ordonnancés ou mandatés.

Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Article 8 : Pénalités

8.1 Généralités sur les pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités appliqué au titulaire ne sera pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et applicables sans minimum.

Les pénalités sont encourues et applicables du simple fait de la constatation par L'université Lumière Lyon 2 sans mise en demeure préalable ou invitation du titulaire à présenter ses observations avant l'application des pénalités.

De plus, l'ensemble des pénalités sont cumulables entre elles pour un même fait.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application d'une pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre/du marché subséquent aux frais et risques du titulaire (l'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Dans le cas de résiliation d'un bon de commande ou de l'accord-cadre, les pénalités de retard sont éventuellement décomptées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

8.2 Pénalités de retard de livraison

Par dérogation de l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard de livraison commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, dès qu'un délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le titulaire s'expose à une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard.

Une prolongation du délai d'exécution et un sursis de livraison peut être accordé dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

8.3 Pénalité de retard dans la transmission du devis

En cas de retard dans la transmission du devis, le titulaire s'expose à une pénalité par jour ouvrés de 50 € (application de la pénalité sur simple constatation du retard). Aucune exonération de pénalité n'est applicable.

8.4 Non-respect des obligations relatives au traitement des données à caractère personnel

En cas de non-respect des obligations relatives au traitement des données à caractère personnel, la pénalité est d'un montant de 300 € par jour calendaire de retard entre la notification par tous moyens de la défaillance constatée jusqu'à régularisation de celle-ci.

8.5 Autres pénalités :

Livraison partielle d'une commande	Pénalité de 100,00 euros par jour calendaire de retard constaté entre la première livraison partielle et la livraison finale constatée
Non-respect consignes de livraisons sur site : <ul style="list-style-type: none">- absence d'appel du livreur à son arrivée- absence de remise d'un bon de livraison	Pénalité forfaitaire de 50,00 euros par manquement
Non-respect de la transmission des documents attestant de la gestion des déchets et traçabilité suite à la demande de l'acheteur, conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS	Pénalité forfaitaire de 200,00 euros par manquement

Article 9 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 10 : Cession de créance et nantissement

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Article 11 : Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur pu à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 12 : Redressement et liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 13 : Justificatifs à produire en cours de marché

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir à l'université Lumière Lyon 2, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code du travail émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 ;
- L'extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés datant de moins de six mois.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger est tenu de respecter les dispositions de l'article D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.

Article 14 : Résiliation

Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS

Outre, les cas de résiliation prévus au CCAG-FCS de référence, l'acheteur peut notamment résilier l'accord-cadre pour les motifs suivants :

- Après signature du marché, pour inexactitude des renseignements communiqués. L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités.
- Pour défaut de réponse aux consultations. L'acheteur peut prononcer, sans indemnité, la résiliation de l'accord-cadre à l'égard du titulaire qui n'aurait pas répondu à l'invitation à présenter une offre, sans motif valable.
- Pour inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG-FCS.
- En cas d'utilisation des données à caractère personnel à d'autres fins que celles prévues au marché.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des bons de commande en cours d'exécution qui continuent d'être exécutés jusqu'à leur échéance.

Article 15 : Droit, langue et unités monétaires

Langues applicable et unité monétaire :

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité de compte du contrat est l'euro.

Règlement des litiges :

L'article 46 du CCAG-FCS est applicable en cas de différends entre les parties.

Conformément à cet article, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon

Téléphone : 04 78 14 10 10
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 78 14 10 65
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

Article 16 : Dérogations au CCAG-FCS

Les dérogations aux CCAG-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- L'article 4.4 déroge à l'article 28 du CCAG-FCS
- L'article 8.1 déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS
- L'article 8.2 déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS